

Moussa Kaka transféré à la prison civile de Niamey sans que lui soit notifié le motif de son incarcération

Reporters sans frontières dénonce le placement en détention à la prison civile de Niamey, le 24 septembre 2007, de Moussa Kaka, directeur de la station privée Radio Saraouniya, correspondant au Niger de Radio France Internationale (RFI) et de Reporters sans frontières, alors que le parquet ne lui a pas notifié le motif de son incarcération, comme la loi l'y contraint.

"Faire arrêter et écrouer l'un des journalistes les plus éminents du pays, sans présenter de preuves sérieuses et en bafouant la loi, est d'une sidérante légèreté. Dans une affaire aussi grave, il est incompréhensible que les autorités nigériennes fassent preuve d'un tel dédain. Dès lors, on peut légitimement s'interroger sur la crédibilité de la procédure ayant conduit Moussa Kaka en prison", a déclaré l'organisation.

Au terme de sa garde à vue prolongée, le 24 septembre 2007 dans la soirée, Moussa Kaka a été transféré à la prison civile de Niamey, sans avoir été présenté au parquet comme le stipule la loi et sans que le procureur lui notifie le motif de son incarcération. Sa période de garde à vue a expiré le 24 septembre à 18 heures sans que le journaliste ait été formellement inculpé.

Seule indication des reproches faits au journaliste, le procureur général de la cour d'appel de Niamey, Adama Harouna, avait déclaré le 21 septembre que Moussa Kaka était poursuivi pour "atteinte à la sûreté de l'Etat" en raison de liens présumés avec la rébellion touareg du Mouvement des Nigériens pour la justice (MNJ).

Selon Me Coulibaly, Moussa Kaka devrait être présenté au parquet dans la journée du 25 septembre.

De son côté, la présidence de RFI a exprimé ses "plus vives inquiétudes sur le sort réservé à son correspondant". "En l'absence de faits précis étayant la réalité des accusations portées contre son correspondant, RFI s'interroge sur les raisons exactes qui ont conduit les autorités du Niger à arrêter, puis emprisonner un journaliste réputé pour son professionnalisme et son indépendance", lit-on dans un communiqué publié le 24 septembre.

Reporters sans frontières défend les journalistes emprisonnés et la liberté de la presse dans le monde. L'organisation compte neuf sections nationales (Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, Espagne, France, Italie, Suède et Suisse), des représentations à Bangkok, Londres, New York, Tokyo et Washington, et plus de 120 correspondants dans le monde.

© Reporters sans frontières 2007